

Primaire : Hollande l'emporte largement. P.5

L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

NUMÉRO
SPÉCIAL

17 OCTOBRE 1961

LE MASSACRE
DES ALGÉRIENS



UN CRIME D'ÉTAT

Il y a cinquante ans, une manifestation parisienne organisée par le FLN en faveur de l'indépendance de l'Algérie était réprimée dans le sang. **CAHIER DE 8 PAGES**

Belgique 1,50 € - Port. cont. 2 € - ANTILLES-RÉUNION-GUYANE 2 € - ITALIE 1,90 € - ESPAGNE 1,90 € - GRÈCE 1,90 € - MAROC 1,40 DH - SYRIE 2,15 € - LUXEMBOURG 1,50 €

M 00110 - 1017 - F: 1,40 €





PAR JEAN-EMMANUEL DUCOIN
 « Ils jettent les Algériens à la Seine! » Par-delà le temps, ce cri d'horreur retentit encore au cœur d'un Paris humilié à lui-même. « Ils les tuent! ils les noient! » Une ratonnade en règle, froidement exécutée, lâchement assumée dans les coulisses du pouvoir. Un pogrom en pleine Ville lumière. Et soudain la Seine devint rouge sang...

De tous les crimes de la guerre d'Algérie, dont il est impossible d'établir une « échelle » dans l'infamie, le massacre du 17 octobre 1961 est à l'évidence l'un des plus significatifs. L'un des plus honteux, celui dont la France gardera la trace-sans-trace avec, au fond de l'âme, ce spectre du colonialisme et du racisme qui continue de hanter nos consciences. Cette fois, les auxiliaires du colonialisme ne tuaient pas comme d'habitude, dans les mechtas, ils ne torturaient pas dans les caves sombres d'Alger. Ils assassinaient des centaines d'Algériens directement sur les pavés du peuple parisien... Cette répression policière ne relevait en rien d'une « bavure » ni de la réaction d'une police débordée par l'ampleur d'une manifestation pourtant pacifique, mais résultait d'une véritable « terreur d'État » instaurée par le système de répression postérieure à la Seconde Guerre mondiale que le préfet Maurice Papon, aux mains pleines du sang des juifs, construisit à partir de son arrivée dans la capitale, en 1958. Un crime d'État, perpétré sous la responsabilité du gouvernement de Debré et du général. Une page obscure du gaullisme qui connaîtra un prolongement au métro Charonne, dans la séquence finale de la guerre d'indépendance algérienne.

Il est une constance historique: la République s'abaisse dans la dissimulation et se grandit dans la vérité. N'en déplaise à Nicolas Sarkozy (qui n'aura cette année encore aucun geste, aucun mot), nous n'en finirons pas avec la guerre d'Algérie sans que ses crimes, tous ses crimes, soient une bonne fois pour toutes dévoilés et officiellement condamnés. Plus que jamais, les Français ont aujourd'hui besoin d'une reconnaissance officielle! Non pour répéter la vague récit d'un passé douloureux, mais bien pour assumer un acte de mémoire au présent, indispensable pour construire l'à-venir républicain. L'oubli, cette forme de négationnisme, structure les logiques de revanche et participe à la production et à la reproduction des discriminations – dont le sarkozysme est directement issu.

Au début étaient le colonialisme et son idéologie

Il y a tout juste cinquante ans, une manifestation parisienne organisée par le FLN en faveur de l'indépendance de l'Algérie est réprimée dans le sang par la police du préfet Papon. Les plus hautes instances de l'État sont à l'origine de cette politique de répression. Des dizaines, des centaines d'Algériens sont massacrés, jetés dans la Seine...

« **L**e plus important massacre d'ouvriers à Paris depuis la Commune », cette formule, qu'em-ploya le premier Didier Daeninckx, mit bien des années à s'imposer. Et pourtant... En plein cœur de la capitale d'un pays qui persistait – et persiste – à se dire celui des droits de l'homme, une véritable chasse à l'homme, à l'« Arabe », avec assassins, fut organisée. Mais, avant toute indignation – légitime! –, il faut se souvenir que ce massacre a obéi à une logique, celle du système colonial et de son socle idéologique, le racisme, la croyance en la domination de la « race blanche », rejetant toutes les autres « races » dans la « sous-humanité ». Nier l'humanité chez l'autre, c'est accepter l'idée qu'il disparaît, voire... souhaiter le faire disparaître. Octobre 1961 n'a pas été une « bavure », mais un paroxysme. Nuance. Bien avant octobre 1961, il y avait eu des actes de violence contre les travailleurs algériens vivant en France. À partir de novembre 1954, le climat de suspicion, de contrôle et de répression multiforme s'accroît. Les premiers assassinats de Nord-Africains (car des Marocains et des Tunisiens en furent également victimes) remontent à la fin de l'année 1959. Le sinistre Papon règne alors sur la préfecture depuis un an. Ces procédés s'amplifient au cours de l'été 1961 : des exécutions sommaires ont lieu en pleine rue dans des quar-

tiers fréquentés par des Algériens. Sans que cela prenne toujours ces proportions dramatiques, les brutalités, arrestations arbitraires et vexations sont devenues le lot quotidien de chaque Algérien, à toute heure du jour et de la nuit, dans la rue, chez lui, à son travail... L'exaspération au sein de la communauté monte d'un cran. La fédération de France du FLN décide alors d'organiser la riposte et de procéder à son tour à des exécutions ciblées – des policiers connus comme tortionnaires, voire coupables de crimes –, qui commencent en août 1961. Évidemment, une campagne d'affolement commence. Une presse dite « populaire » aux ordres, qui se taisait sur les victimes algériennes, fait croire aux Parisiens que la ville est à feu et à sang. Papon lui-même noircit la situation, laisse entendre aux policiers que chacun d'entre eux est menacé, et donc en droit de frapper l'« ennemi ».

DES HOMMES ENSANGANTÉS, SONT BASCULÉS DANS LA SEINE

Tous les ingrédients du drame sont en place... C'est dans le secret d'un conseil restreint, chez Michel Debré, le 5 octobre, que le mécanisme infernal s'enclenche. La décision est rendue publique le lendemain, 6 octobre : « Il est conseillé de la façon la plus pressante aux travailleurs algériens de s'abstenir de circuler la nuit dans les rues de Paris et de la banlieue parisienne. » Traduction: un véritable

couvre-feu est imposé, des citoyens français – certes formellement – sont ainsi interdits de circulation en fonction de leur seul « faciès ». La fédération de France du FLN appelle à manifester pacifiquement contre cette mesure. Une date est arrêtée: le mardi 17 octobre 1961.

Le soir, c'est un flot ininterrompu d'Algériens, hommes, femmes, enfants, qui vient jusqu'au cœur de la capitale. Cet acte revêt une haute signification politique: démonstration est faite que la quasi-totalité des Algériens ne veulent plus de l'Algérie française, même transformée, même réformée. Alors, c'est le déchaînement: les forces de police se précipitent sur les manifestants avec une sauvagerie inouïe. De partout sortent les « bidules », ces longues matraques meurtrières. Les policiers frappent à tour de bras. Ceux qui sont à terre sont impitoyablement matraqués, piétinés, roués de coups. Mâchoires brisées, yeux exorbités, fractures ouvertes, rien n'arrête la furia. Les manifestants qui ont réussi à s'isoler dans des immeubles ou des cafés sont pourchassés, rattrapés parfois hélas! avec l'aide de « bons Français ». Des coups de feu sont tirés. Dans divers lieux, à Bezons, au pont Saint-Michel, des hommes ensanglantés, souvent à demi-inconscients, parfois ligotés, sont basculés dans la Seine. D'autres sont jetés pêle-mêle, sans ménagement, dans des cars de police, où les attendent de nouveaux matraqueurs. Une véritable noria



Les policiers frappent à tour de bras. Ceux qui sont à terre sont impitoyablement matraqués, piétinés, roués de coups.

Le nombre de morts oscille entre 140 et 300 pour septembre et octobre 1961.

de cars se rend vers les dépôts, les commissariats, vite saturés. Le Palais des sports est réquisitionné.

Combien y a-t-il eu de morts? Les études les plus sérieuses aujourd'hui retenues oscillent entre 140 et 300 pour les mois de septembre et octobre 1961. Comment réagit l'opinion publique? Contrairement à bien des idées reçues, le crime ne fut pas commis dans un silence assourdissant. La presse de gauche (*l'Humanité*, *Libération*, *l'Express*, *Témoignage chrétien*) fit des ré-cits précis, dénonça les violences policières. Diverses publications, distribuées de façon militante, répé-cèrent la protestation. Mais autant l'idée que les massacres ont été perpétrés dans l'indifférence générale est fautive, autant il est avéré que la population « française » n'est pas – ou est peu – descendue dans la rue. Tout au plus peut-on signaler une manifestation d'étudiants, boulevard Saint-Michel, un rassemblement, place Maubert le matin, à l'appel du Comité Maurice-Audin, un autre, place Clichy, à l'appel du PSU.

Et la protestation ouvrière? La question doit être posée. Pourquoi le PCF, alors puissant, n'a-t-il pas organisé une manifestation, >>>

>>> même minoritaire, même quasi symbolique? La vérité est qu'une vague de racisme anti-Arabe, soigneusement entretenue par la presse, avait submergé le pays. Et que les communistes n'ont pas su, ou pu, y résister avec efficacité. Cette impuissance face au massacre n'est-elle pas le signe d'un rejet de la « greffe » internationaliste? Le parallèle avec la réaction après Charonne s'impose. Il est cruel: les morts algériens comptaient moins que les autres.

Il reste que le principal coupable du crime fut le régime gaulliste. Il y eut bel et bien, alors, « crime d'État ». C'est, semble-t-il, du premier ministre, Michel Debré, et de son entourage direct, qu'est venue l'escalade. Certains historiens y ont vu une (ultime) manœuvre défensive de la part des milieux Algérie française contre la solution négociée qui prenait alors sérieusement forme. Et Charles de Gaulle, justement? La seule réaction qui lui est prêtée, après le massacre, fut l'emploi de deux adjectifs: « inacceptable » et « secondaire ». Au total, donc, les plus hautes instances de l'État furent soit à l'origine de la politique de répression, donc responsables (Michel Debré), soit quelque peu écartées, mises devant un fait accompli, mais silencieuses, donc complices (Charles de Gaulle).

ALAIN RUSCIO, HISTORIEN

« L'apogée d'une répression déjà accrue »

Sylvie Thénault, historienne, chargée de recherche au CNRS, analyse le contexte politique de la répression.

ENTRETIEN



Dans quel contexte la sanglante répression du 17 octobre 1961 intervient-elle et en quoi l'année 1961 est-elle charnière dans la guerre d'Algérie?

Sylvie Thénault. En 1961, un pas considérable est franchi dans les négociations: au début du mois de septembre, le général de Gaulle reconnaît la souveraineté du futur État algérien sur le Sahara. C'est sur ce point-là que les négociations achoppent. En septembre, elles peuvent donc reprendre. Dans ce contexte, de chaque côté, les opposants aux négociations retrouvent du dynamisme. Côté français, l'OAS multiplie les plasticages, les menaces, qui atteignent leur apogée en métropole à l'automne 1961. Côté algérien, les opposants aux négociations donnent de la voix, jusqu'au sein même du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), avec l'état-major général de Houari Boumediène, et l'appel à manifester lancé par le FLN ne s'inscrivait pas dans une logique de mise en échec des négociations, mais dans une stratégie de conquête de légitimité.

Cette année-là, un lourd climat de violence politique s'installe en métropole...

Sylvie Thénault. La répression du 17 octobre marque l'apogée d'une répression déjà accrue et renforcée depuis le mois de septembre. Dès l'été 1961, les commandos de la fédération de France du FLN multiplient leurs attentats contre des policiers en région parisienne, sans que l'on sache vraiment pourquoi. Jusque-là, les assassinats visaient surtout des policiers participant à la lutte contre le FLN. À partir de la fin du mois d'août, on assiste à une recrudescence des attentats. Sept policiers sont tués entre le 28 août et le couvre-feu du 5 octobre... Dès septembre, des agents de la force de police auxiliaire s'installent à Nanterre, au bidonville. Les contrôles policiers, que les Algériens subissaient déjà, les insultes, les brimades, les rétentions de plusieurs jours se multiplient. On constate que les décès d'Algériens, dont on retrouve les cadavres sur la voie publique, augmentent dès le mois de septembre.

Vous avez évoqué le rôle de Maurice Papon. A-t-il eu recours, en octobre 1961, à des méthodes répressives éprouvées sous l'Occupation?
Sylvie Thénault. Maurice Papon a toujours encouragé ses troupes. Jamais il n'a cherché à maîtriser leur ardeur. Arrivé à la tête de la préfecture de police de Paris en mars 1958, il y a développé, d'emblée, une rhétorique guerrière. Certaines de ses paroles sont restées

célèbres. Lors des obsèques de policiers tués, il s'adressait publiquement aux forces de l'ordre en ces termes: « Vous êtes couverts ». « Pour un coup porté, vous en rendez dix ». Autant d'encouragements à la violence.

Sur quels mécanismes l'État s'est-il appuyé pour organiser l'oubli de ces événements?

Sylvie Thénault. Ce mécanisme s'est enclenché dès le départ, d'abord pour étouffer le scandale de la répression. Dans les quinze jours qui ont suivi la répression, s'est exprimée, jusque dans les institutions de la République, la revendication d'une enquête. Une demande de commission d'enquête parlementaire, portée par Gaston Defferre, a été présentée au Sénat. Le gouvernement a tout mis en œuvre pour faire échouer cette proposition. Bloquer toute possibilité d'enquête, c'était s'assurer de maintenir la confusion sur le bilan car plus le temps passe, plus il est difficile d'établir un bilan dans ce type d'événement. Or une amnistie générale a été décrétée au moment des accords d'Évian. Toutes les informations judiciaires se sont donc terminées par des non-lieux. Je crois cependant que l'action de l'État n'explique pas à elle seule ce long oubli. La société française elle-même n'était pas porteuse de cette mémoire.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ROSA MOUSSAOUI

« Je ne sais pas par quel miracle, mais je n'ai pas été jeté à la Seine »

Parti manifester à Paris, Hocine Hakem fut pris au piège avec ses compagnons au pont de Neuilly, où les CRS matraquèrent, tuèrent et noyèrent les Algériens. Cinquante ans après, il nous livre son témoignage.

TÉMOIGNAGE

Ce 17 octobre 1961, Hocine Hakem, à peine dix-huit ans, est déterminé, comme de nombreux autres ouvriers du foyer de travailleurs immigrés où il loge, à Nanterre, à répondre à l'appel à manifester lancé par le FLN, dont il est membre. Le jeune homme travaille à l'usine Milia Frères de fabrication de pâtes alimentaires. La décision des autorités de soumettre les Algériens à un couvre-feu est vécue comme une humiliation supplémentaire. « Nous étions victimes d'une certaine ségrégation, raconte-t-il. Si le couvre-feu s'était appliqué à tous, ma foi, nous n'aurions pas protesté. Mais l'imposer aux seuls Algériens, ce n'était pas tolérable ! » La mesure, en outre, pose de sérieux problèmes aux ouvriers immigrés travaillant, pour bon nombre d'entre eux, en trois-huit : « Les Algériens étaient tenus de circuler de jour comme de nuit. Certains quittaient le travail ou le rejoignaient au beau milieu de la nuit. »

Rendez-vous est donc donné à la place de l'Étoile. Les instructions du FLN sont claires : la manifestation doit revêtir un caractère pacifique. « Il nous était strictement interdit de porter des armes, même des armes blanches, insiste Hocine. Il était impensable que nous soyons tenus pour responsables du moindre débordement. » D'ailleurs, le FLN donne la consigne d'aller manifester en famille, avec femmes et enfants. « Malheureusement, poursuit-il, les événements ont pris une tournure inattendue. La police a dressé des barrages partout autour de la capitale pour empêcher les manifestants de rejoindre le lieu du rendez-vous. Le groupe avec lequel j'étais parti a été bloqué au pont de Neuilly par un imposant cordon de CRS. Là, ils ont sévi de manière sauvage. C'était la terreur. Ils n'ont pas hésité à charger. Ils se sont occupés de nous avec des manches de pioche. Puis des coups de feu ont été tirés. Il y a eu des morts, je ne saurais pas dire combien, c'était une telle confusion... Après une heure d'échauffourées (nous nous sommes défendus comme nous pouvions, à mains nues), certains d'entre nous ont été brutalement chargés dans des fourgons. Nous avions vu des CRS pousser des hommes dans le fleuve. Je ne sais pas par quel miracle, mais j'ai échappé à cela, je n'ai pas été jeté dans la Seine. Ce n'est que quelques jours plus tard, après avoir été relâché, que j'ai su

que des centaines d'Algériens avaient été assassinés ainsi. » Après son interpellation, Hocine est conduit au commissariat de Puteaux, où il passe la nuit avec ses compagnons d'infortune. Puis ils sont transférés au Palais des sports, à la porte de Versailles. « Les prisons étaient pleines, ils ne savaient pas quoi faire de nous. Ils ont donc parqué les Algériens là-bas, se souvient-il. On nous a fouillés, insultés, maltraités, puis photographiés et fichés comme terroristes. On nous a laissé croupir là-bas, peut-être une bonne semaine, dans des conditions insupportables. Puis, pour la plupart, ils nous ont relâchés. D'autres ont été expulsés vers l'Algérie, ou bien transférés vers différentes prisons. »

Hocine dit n'avoir pas été surpris par le silence et l'indifférence de la majorité des Français. « De toute façon, les CRS parisiens étaient, si l'on peut dire les choses ainsi, des enfants de chœur comparés aux paras envoyés en Algérie », tranche l'ancien

« Les CRS ont sévi de manière sauvage. C'était la terreur. Ils se sont occupés de nous avec des manches de pioche. »



Hocine témoigne : Sur le pont de Neuilly, « nous avons vu des CRS pousser des hommes dans le fleuve ».

ROSA MOUSSAOUI

Nuit noire, la télé faisait son cinéma

Patrick Rotman et Alain Tasma ont démontré que la curiosité du public sur cette période est réelle.

La télévision française a du mal à regarder son histoire en face. Et le 17 octobre 1961 n'avait, jusqu'en 2005, eu l'honneur que d'un seul téléfilm : l'adaptation du roman de Didier Daeninckx, *Meurtre pour mémoire*, par Laurent Heynemann, en 1985. Avec *Nuit noire*, pour Canal Plus et France 3, Alain Tasma et Patrick Rotman ont démontré que le sujet méritait, en soi, d'être revisité. Canal Plus s'était lancé, à ce moment-là, dans la production de téléfilms sur des moments honteux de notre histoire, comme son 93 rue Lauriston, qui montrait la collaboration de la police française avec la Gestapo.

Nuit noire raconte, du point de vue de plusieurs personnages (une journaliste, et jeune Algérien, Papon, une institutrice, un gardien de la paix, un policier...), cette fameuse « nuit noire » du 17 octobre 1961. Le succès a été immédiat : les audiences ont été largement supérieures, lors de la première diffusion, à celles de cette case de Canal Plus. Mieux : l'indice de satisfaction des abonnés était quasiment égal à celui des *Guignols*. Le film est même sorti en salles de cinéma, une consécration pour un film de télévision. Il a aussi reçu deux récompenses prestigieuses : le grand prix du scénario au Festival international des programmes audiovisuels (Fipa) à Biarritz, en 2005, et l'Emmy Award américain du meilleur téléfilm, la même année.

CAROLINE CONSTANT



Le film de Panijel annonce en exercice : « Tout est vrai de ce qui sera montré ».

Jacques Panijel : « Nous sommes tous des bicots »

La sortie de ce film, réalisé dès octobre 1961 avec l'aide du Comité Maurice-Audin et de suite censuré, constitue un événement.

OCTOBRE À PARIS, de Jacques Panijel. FRANCE, 1 h 10.

Jacques Panijel, disparu l'année dernière, n'était pas cinéaste. Biologiste, résistant d'origine roumaine, il fonde - avec Pierre Vidal-Naquet et le mathématicien Laurent Schwartz - le Comité Maurice-Audin, après la mort de ce dernier torturé par les militaires. Dès le soir du 17 octobre, Jacques Panijel traverse l'horreur de la répression à Paris. Il propose l'idée d'un film retraçant les événements et, à l'exception de Jean Rouch dont les projets de production ne conviendront pas, aucun cinéaste ne répond à l'appel. Jacques Panijel entend de ses mains un tournage clandestin, accompagné d'un ouvrier communiste des

usines Renault, Jacques Huybrecht. Le film est tourné entre octobre 1961 et février 1962. Le propriétaire du studio de montage et les techniciens assurent la discrétion de l'affaire. Les responsables locaux du FLN protègent les contacts avec la population algérienne

Toute l'expression d'une haine raciste va culminer le 17 octobre.

de Paris et de ses banlieues. Le film sera censuré, montré aussi clandestinement qu'il a été réalisé. Une grève de la faim du cinéaste René Vautier permettra qu'en 1973 un visa d'exploitation lui soit enfin accordé.

« Tout est vrai de ce qui sera montré » est-il annoncé

D. W.

Une plongée au cœur de la répression

Un film qui assemble témoignages et archives pour contribuer à l'écriture de l'histoire commune entre la France et l'Algérie.

ENTRETIEN



ICI, ON NOIE LES ALGÉRIENS, de Yasmina Adi. FRANCE, 1 h 30.

La cinéaste Yasmina Adi s'est livrée à un difficile travail d'enquête pour un documentaire sensible qui rassemble témoignages, documents visuels et sonores dont beaucoup n'avaient jamais été exploités. Le traitement cinématographique de ces recherches sollicite la réflexion du spectateur.

Comment ce projet vous est-il venu ?

YASMINA ADI. Au moment de la diffusion de mon film précédent, *L'autre 8 mai 1945 - Aux origines de la guerre d'Algérie*, à propos des massacres de Sétif, j'ai participé à de nombreux débats qui se tenaient après les projections. C'est le public qui, souvent, évoquait la répression du 17 octobre 1961. Il arrivait que ces événements soient confondus avec ceux du métro Charonne, en février 1962. Il ne s'agit pas pour moi d'opposer les mémoires. Il faut au contraire retracer les ponts entre ces deux moments. Mais à Charonne, on connaît le nombre de morts. Plus d'un million de personnes ont suivi les funérailles. Dans l'imaginaire collectif, il m'a semblé que cela recouvrait la répression du 17 octobre. Cinquante ans après, il était temps d'éclairer cette répression d'une violence inouïe en plein cœur de Paris. Dès le départ, je me suis mise en quête de témoins, d'archives filmées et radiophoniques. À l'inverse de ce qui a souvent été dit, la répression, qui a duré deux mois, a été très largement couverte et commentée. Les gens suivaient cela comme une sorte de feuilleton. J'ai donc voulu à la fois que le spectateur d'aujourd'hui entende la même chose, et montrer l'importance du décalage entre l'horreur du drame humain et la propagande du gouvernement de

l'époque. On voit par exemple, dans le film, une femme algérienne qui se fait jeter contre un mur par un policier. Sur Inter-actualité, on entend que le choc terrible qu'aurait provoqué une confrontation entre ces femmes qui manifestaient avec leurs enfants dans les bras au lendemain de la répression a pu être évité grâce à la prévention policière.

Vous évoquez peu les soutiens au peuple algérien d'une part, le nom de Papon est à peine prononcé d'autre part. C'est délibéré ?

YASMINA ADI. C'est tout à fait volontaire. Je voulais vraiment être « dans » la répression et non « autour ». Le nom de Papon opère des retours lancinants. Il avait fait ce que l'on sait durant la Seconde Guerre mondiale. Il était là lors de la répression de Sétif, celle du 17 octobre, celle de Charonne. Mais il y avait un chef de l'État, de Gaulle, un premier ministre, Debré, et un ministre de l'Intérieur, Roger Frey. Papon ne décidait pas. Il y avait bien un pilote dans l'avion, le gouvernement de l'époque. On n'a jamais pu établir avec précision les ordres et leur circulation dans cette période du 17 octobre. Plutôt qu'un commentaire en voix off, j'ai choisi de faire entendre les témoins et les échanges entre les policiers sur place dans la salle de commandement de la préfecture qui ressemble à un décor de Kubrick. J'ai installé des sources multiples comme un puzzle. Beaucoup d'images de la manifestation et des jours qui la suivent proviennent de télévisions étrangères, comme celles qui suivent les Algériens expulsés sur le tarmac d'Orly. Au Palais des sports, où ils ont été parqués, de nombreux photographes étaient en planque mais leurs photos n'avaient jamais été publiées. Je me suis livrée à un travail de foumi. Les témoins, eux, ont montré un grand courage. Ils sont nombreux à ne pas avoir repris pied, comme cette femme dont le mari a « disparu » ce jour-là et dont le témoignage ouvre et clôt le film.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR DOMINIQUE WIDEMANN

ILS ONT VÉCU LE 17 OCTOBRE 1961...



« J'en ai vu six, portés par les jambes et les bras, ils étaient morts »

FRANÇOIS LEFORT

PRÊTRE ET MÉDECIN, 65 ANS.

« J'avais quinze ans et demi le 17 octobre 1961 et ma vie a été transformée. J'étais un jeune de Neuilly qui ne se posait pas de question. À la fin du dîner, vers 20h30, on a entendu du bruit : 2 000 manifestants coupaient l'avenue de Neuilly, en direction de Paris. On habitait au 4^e étage et on regardait par la fenêtre. Rapidement, les gardes mobiles les ont bloqués. Nous pensions que ça allait s'arrêter là, qu'ils les empêcheraient de monter vers Paris. Brusquement, il y a eu un coup de feu, les gardes mobiles ont couru à toute vitesse pour encercler les 2 000 personnes et là, ça a été extrêmement violent. Certains ont tenté de fuir par le métro Sablon, ça a fait comme à Charonne je pense, ils ont été bloqués. J'étais gamin, mais j'ai vu, je me souviens. Les images que l'on voit aujourd'hui

de la Syrie, avec des manifestants battus à mort, me rappellent le 17 octobre. Quand j'ai vu que certains étaient poussés vers notre immeuble, je suis descendu à toute vitesse pour ouvrir la porte, une cinquantaine de manifestants se sont réfugiés dans la cour de notre immeuble. C'est là que j'ai rencontré pour la première fois des Algériens. Je suis remonté voir ce qu'il se passait. Les gardes mobiles ont fini par mettre tout le monde en ligne et à les faire monter dans des bus. Je me souviens d'un homme qui était sous une voiture, ils l'avaient tellement tapé qu'il avait perdu conscience. À la fin, ils ont ramassé tous ces hommes inconscients, j'en ai vu six portés par les jambes et les bras, je suis persuadé qu'ils étaient morts. Le lendemain, Papon déclarait qu'il y avait eu deux morts, dont un d'une crise cardiaque... J'ai cessé de croire à certains politiques à ce moment-là. Ensuite, je suis allé au bidonville de Nanterre qui était tout près. J'ai alors appris que les Algériens avaient décidé de manifester parce que Papon avait décrété un couvre-feu pour les Arabes, c'était de l'apartheid pur et dur. J'ai passé toute mon adolescence dans ces bidonvilles, jusqu'en 1970 où je suis parti en Algérie

comme médecin. Le 17 octobre marque le début de ma vie militante. Pendant trente ans, on n'a pas évoqué ce massacre, on a commencé à en parler grâce à des gens comme Mehdi Lallaoui ou Jean-Luc Einaudi. Encore aujourd'hui, on ne peut pas dire combien de gens ont été tués ce jour-là. Il n'y a eu aucune condamnation. Un jour, ça nous grandirait de reconnaître nos erreurs, de faire une enquête. »



« Une haine de matraques »

CLARA ET HENRI BENOITS,

81 ET 86 ANS, RETRAITÉS.

« En 1961, nous étions syndicalistes CGT à Renault Billancourt. Il y avait entre 3 000 et 4 000 Algériens chez Renault à cette époque. Nous nous battions

pour l'indépendance, ce qui n'était pas la position du Parti communiste (Clara était adhérente du PCF jusqu'en 1968 - NDLR). Nous étions dans les courants contestataires qui avaient beaucoup critiqué le vote des pouvoirs spéciaux, en 1956. Nous avions aussi une activité militante au FLN. On nous a appelés, le 17 octobre, pour nous demander d'être présents le soir. C'était une manifestation interdite, à Paris, en pleine guerre d'Algérie, on se doutait que ça tournerait mal. Le FLN avait donc mandaté des témoins, français, qui devaient rendre compte de cette manif et ne surtout pas participer. Nous étions tous les deux place de l'Opéra, vers 18h30. La manifestation n'avait pas encore commencé mais la première chose que nous avons remarquée c'est que tous les gens basanés étaient embarqués dans des cars de police. Ensuite, quelques centaines de manifestants sont arrivés. Certains n'ont pas réussi à arriver jusqu'aux Grands Boulevards, ils ont été massacrés avant, ceux qui étaient là avaient réussi à passer entre les mailles du filet. Au premier rang, des jeunes filles portaient des jupes aux couleurs de l'Algérie. Le cortège a ensuite démarré en silence, en direction de République. On les a

suivis. Il commençait à faire nuit, il y avait de moins en moins de gens dans les rues. Au bout d'un moment, on a entendu des coups de feu, les manifestants se sont dispersés dans les rues adjacentes. On a vu un Algérien blessé et on l'a aidé à descendre dans le métro. Une fois qu'il était sain et sauf, nous sommes remontés. À l'Opéra, on a vu une haine de matraques s'abattre sur les Algériens qui sortaient des cars de police vers la sous-préfecture. Les policiers tapaient avec des bidules, ces longs bâtons en bois, et les Algériens se protégeaient la tête. Parmi les cadavres qui ont ensuite été retrouvés, beaucoup avaient le crâne fracassé et les doigts brisés. Ce tabassage était totalement gratuit, il n'y avait en face aucune tentative de résistance, aucune vocifération. Sur le coup, l'ampleur du massacre nous a échappé. À Renault, une centaine d'Algériens n'ont pas repris le travail dans les jours suivants. Il n'y avait pas de journalistes, très peu de photos, c'était l'ignorance. Et puis ça ne concernait que des Algériens... »

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE BARBIER

Du bidonville du Petit Nanterre à la cité des Pâquerettes

Cinquante ans après la répression, les souvenirs sont tenaces dans l'esprit des Algériens. Aujourd'hui retraités, nous les avons rencontrés sur les marchés, dans les cafés.



A l'entrée du marché des Quatre Routes à Asnières, l'odeur du maïs grillé s'échappe d'un chariot. Derrière la fumée épaisse, une quinzaine d'hommes âgés discutent assis sur un petit rebord en béton. Tous sont retraités, tous ont travaillé trente ans à l'usine, dans le bâtiment ou dans l'entretien des chemins de fer. La plupart sont arrivés en France dans les années cinquante pour « fuir la misère et la guerre d'Algérie », dit l'un d'eux. Certains vivaient dans les bidonvilles de Nanterre

ou de Gennevilliers, d'autres habitaient dans des foyers ou des cafés-hôtels miteux. Tous, sans exception, se souviennent dans les moindres détails de la manifestation du 17 octobre 1961 pour réclamer l'indépendance de l'Algérie. Apprêté, un minuscule drapeau algérien boutonné sur sa veste, Abdelazziz Djadli est un ancien responsable du FLN de Gennevilliers. Son visage, grave, semble voir défiler les images du 17 octobre. « À 15 heures, nous étions pris par des CRS et emmenés au Palais des sports, puis à la Villette. Les CRS nous ont relâchés le 23 octobre. »

Un homme au visage rond, petit bonnet sur la tête, tend l'oreille. Lui aussi était à la manifestation du 17 octobre. Abdelazziz Khelika avait alors dix-huit ans. Il vivait dans le bidonville de la Folie, à Nanterre. Manifester était une évidence. « On s'en foutait que ce soit dangereux, on voulait l'indépendance, c'est tout. On a pris le métro à Neuilly et on est sortis à Saint-Lazare. Mais il y avait des CRS partout. On est partis en courant et on a repris un métro. Et on a dormi perchés dans les arbres. On est rentrés le lendemain à pied jusqu'au bidonville. » Son récit s'arrête net. « Non, non, dit-il en secouant la tête, il ne faut pas oublier ça. » Les visages s'animent à l'écoute de ce récit. Adballah, soixante-dix-huit ans, est arrivé en France

un an avant le massacre. « La manifestation ? Moralement, on était tous obligés d'y aller. On savait que ça pouvait mal se passer, l'OAS poussait. »

Nous quittons le marché d'Asnières. Attendant, la ville de Nanterre porte, peut-être encore davantage, les stigmates de l'histoire de l'immigration. Pourtant, la mémoire des lieux s'y détecte peu. À la place du bidonville du « Petit Nanterre », détruit dans les années soixante, la cité des Pâquerettes. C'est de

villes) du cinquantenaire de la marche pacifique.

Devant la petite supérette de la cité, on croise l'oncle de Cherif, Abdelkader Gahlaza, et un ami, Adballah Boubarka. Le premier vivait dans le bidonville du Petit Nanterre, le second dans un foyer de travailleurs du quartier de la Boule. Les deux ont vécu de près les événements du 17 octobre. Par bribes, Adballah raconte ses souvenirs : « Nous sommes partis d'Argenteuil. À la Défense, on a été détournés. Il y avait des gens par terre, sans chaussures, des gens avec des visages tuméfiés, en sang, des barrières partout. On a voulu rentrer à Nanterre mais la gare était pleine de CRS. À 21 h 30, lâche-t-il précieusement, on a été frappés. Je suis resté quatre heures inconscient sur le trottoir. Quand je me suis réveillé, j'avais du sang sec sur la joue. Je suis rentré au foyer en titubant. » Le 20 octobre 1961, les femmes et les enfants manifestaient à leur tour. Adballah explique que ce jour-là sa femme et sa belle-mère ont été enfermées à la prison de la Santé. Aujourd'hui, il transmet cette histoire douloureuse à ses enfants et à ses petits-enfants. « Mes enfants sont en colère de ce qui s'est passé. Mais ils sont fiers aussi de ce que nous avons fait. Ils voudraient juste que la France reconnaisse le massacre. »

« On s'en foutait que ce soit dangereux, on voulait l'indépendance »
ABDELAZZIZ KHELIKA

là que de nombreux Algériens sont partis manifester le 17 octobre 1961. Ce jeudi matin, pas grand monde au bistrot du Cheval Blanc. Quelques-uns lancent les paris sur les courses hippiques en buvant un petit noir. D'autres plaisantent au bar. Cherif Cherfi, lui, colle des affiches pour annoncer la commémoration. Enfant, Cherif a vécu au Petit-Nanterre. Sa famille était très active au sein du FLN. Ce militant de gauche infatigable s'est démené avec d'autres pour organiser une cérémonie collective (six

ICHSEL DELAPORTE



Abdelazziz Khelika (en haut), Cherif Cherfi et Aicha Mansouri, Tous se souviennent dans les moindres détails de la manifestation du 17 octobre 1961 pour réclamer l'indépendance de l'Algérie.

« Un moment crucial pour les luttes qui suivront »

Doctorant en sciences politiques à l'université de Nanterre, Victor Collet s'intéresse aux modes de mobilisation des enfants d'immigrés.

ENTRETIEN



Francine Bajanne

Quelles sont les conséquences de la guerre d'Algérie sur les mobilisations politiques et sociales à Nanterre ?

VICTOR COLLET. C'est avec la guerre d'Algérie et sa radicalisation ou son importation sur le sol nanterrien que la rupture se creuse avec le Parti communiste. À cela s'ajoute le départ de beaucoup de cadres politiques du FLN qui tenaient le bidonville. La manière d'envisager les luttes s'en trouve déstabilisée. Le bidonville se dégrade à cause du manque d'organisation politique. Au début des années soixante, il y a donc un vide. Il faut attendre l'arrivée de nouvelles populations universitaires et les actions syndicales dans les entreprises pour qu'une réelle politisation se fasse en direction des étrangers.

L'extrême gauche, les anciens pasteurs ou prêtres ouvriers sont sur le terrain. Du côté communiste, la lutte se focalise davantage sur le logement. Progressivement, à partir de 1965, le département prend à sa charge le transfert des cités de transit. Et le relogement se fait en priorité à l'extérieur de la ville. Ce qui provoque un sentiment de « dénanterisation ». Cette politique de hors-sol aura des conséquences sur la façon dont les enfants d'immigrés se mobiliseront et sur leur relation avec les institutions politiques traditionnelles.

Le tissu associatif et la mémoire des événements semblent très ancrés à Nanterre. Pourquoi ?

VICTOR COLLET. Nanterre est une ville communiste et universitaire, vecteurs de politisation. Certains fondateurs du Mouvement de l'immigration et des Banlieue en sont originaires. On

trouve aussi ceux qui se positionnent électoralement, avec la notoriété acquise dans des mouvements associatifs ou avec la Marche pour l'égalité de 1983. Nanterre bénéficie aussi de la réindustrialisation. Les populations changent moins vite. Il reste un tissu solidaire d'interconnaissances. À partir de 1995, beaucoup d'associations d'enfants d'immigrés se créent. En revanche, les causes soutenues se diversifient (l'accompagnement scolaire, la reconnaissance des massacres de 1961, ou des associations humanitaires pour le village d'origine). Les conditions de vie ont évolué et le sentiment d'appartenance à une cause commune, comme le relogement sur les cités de transit ou les luttes à l'usine, se perd.

La question de la mémoire est-elle plus présente ces dernières années ?

VICTOR COLLET. Oui. À la fin des années quatre-vingt-dix, les enfants d'immigrés

puis la municipalité réinvestissent ce passé. Au même moment, l'adaptation au cinéma du livre *Vivre au paradis* fait venir 200 personnes au cinéma de Nanterre. Les non-dits ressortent avec l'Année de l'Algérie célébrée en 2003 et qui conduit à la pose d'une plaque. Ce retour se concrétise enfin avec la création, en 2004, de l'association Les Oranges dont la prise en charge de cette mémoire politique de l'immigration contribue, avec d'autres, à la multiplication d'initiatives locales (un collège Abdelmalek-Sayad, en 2006, et un boulevard du 17-October cette année). Le 17 octobre comme la guerre d'Algérie sont un moment crucial des luttes de longue haleine des enfants d'immigrés et de leur histoire mouvementée avec la gauche, s'en souvenir aujourd'hui, c'est faire sienne la maxime de Karl Marx : « Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre. »

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR I. D.

« Une sorte de Commune des Algériens »

Militant communiste depuis la Libération, Henri Malberg était présent à Paris au moment de la tragédie. Il revient notamment sur le traitement par *l'Humanité* de l'époque. « Honneur à ce journal », nous déclare-t-il.

ENTRETIEN



Comment avez-vous vécu le 17 octobre 1961 ?

HENRI MALBERG. Quand la journée commence,

j'ignore que 20000 Algériens vont marcher dans Paris pour protester contre le couvre-feu. Les événements du soir, je les apprendis le lendemain, en lisant la seconde édition de *l'Humanité*. La prise de conscience de la gravité des événements est immédiate: le 17 octobre est un massacre des innocents, un événement rare dans la capitale, une sorte de Commune des travailleurs algériens.

On conteste souvent au PCF et à *l'Humanité*, leur engagement aux côtés des Algériens réprimés le 17 octobre. Qu'en pensez-vous ?

HENRI MALBERG. C'est profondément injuste et inexact. En relisant *l'Humanité* de cette semaine cruciale, je suis frappé du courage, de l'intelligence politique qui s'exprime dans ses colonnes, et je peux dire: honneur à ce journal.

Dans la seconde édition, imprimée la nuit même, *l'Humanité* consacre à l'événement une page entière sous le titre: « Par milliers, les Algériens ont manifesté hier dans Paris ».

Le 19, *l'Humanité* publie la déclaration du PCF qui dénonce la « gravité des événements du 17 octobre », la « brutalité sans précédent » de la « répression contre les Algériens » et « les sanglants événements » de la veille.

Le PCF en appelle à « l'application du principe de l'autodétermination dans le respect de l'unité du peuple algérien et de l'intégrité du territoire de l'Algérie ».

Quelle force politique peut dire qu'elle a tiré dans les vingt-quatre

heures un tel enseignement de cette manifestation ?

Le 17 octobre est-il un tournant ?

HENRI MALBERG. On ne peut pas appréhender le 17 octobre si on l'envisage comme un acte isolé, une tragédie incompréhensible dans ses origines, et si l'on ne prend pas en compte son devenir. Il survient dans un contexte de tensions et de violences: dans cette période, les manifestations s'enchaînent sans arrêt. C'est ce mouvement qui s'élargit que Papon et le gouvernement choisissent de briser, parce qu'il contribue à la recherche d'une solution pacifique en Algérie. Le 17 octobre 1961, c'est donc une répression sauvage, mais ce n'est pas que cela: c'est aussi un moment politique majeur. Après l'année cruciale 1961, on s'approche de la manifestation de Charonne, en février 1962.

Charonne s'inscrit-il dans le prolongement du 17 octobre ?

HENRI MALBERG. Charonne donne le signal que, cette fois, on va en finir une bonne fois pour toutes avec cette guerre, parce que converge ensuite un mouvement populaire irrésistible en France. Les obsèques de Charonne sont à la fois un acte de douleur et de souffrance mais aussi l'une des plus grandes manifestations politiques de l'histoire d'après-guerre. Les grèves et ce million de gens qui viennent crier leur peine au Père-Lachaise, c'est immense et, objectivement, c'est ce qui donne les forces à de Gaulle pour conclure la paix. Il y a donc bien une année de basculement, et le 17 octobre en est un moment.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
SÉBASTIEN CRÉPEL

Vote des pouvoirs spéciaux, relations avec le FLN, etc.: Henri Malberg revient sur les questions posées au PCF dans cette période sur www.humanite.fr.

Avec Charonne: le cessez-le-feu des mémoires

17 octobre 1961, 8 février 1962: la relation entre les deux massacres à Paris, qui marquèrent les derniers mois de la guerre d'Algérie, ne fut pas toujours simple...

Dans son livre d'historien *Charonne 8 février 1962 - Anthropologie historique d'un massacre d'État (1)*, le dernier chapitre d'Alain Dewerpe, intitulé « La mesure des morts », porte sur la relation entre les deux massacres à Paris qui marquent les derniers mois de la guerre d'Algérie: celui du 17 octobre 1961, et celui du 8 février 1962, quatre mois plus tard, où neuf manifestants anti-OAS, militants CGT, pour la plupart communistes, sont tués. L'auteur conclut ce chapitre qui porte sur les deux mémoires dissociées, puis parfois opposées, par une note plutôt optimiste: « *Le lien associant 17 octobre et 8 février pourrait se trouver ainsi retissé, et raffermie la chaîne qui allie les morts dans leur grandeur irréductible et incommensurable, désormais réunis et réconciliés.* »

Mais on revient de loin! En 1988, dans un ouvrage intitulé *Vingt Ans après*, Isabelle Lambert écrit: « On comprend dès

lors le silence de *l'Humanité*, vingt ans après, quant aux rations du 17 octobre. Vingt ans plus tôt, *l'Humanité* avait préféré titrer sur le 2^e Congrès du Parti communiste et avait fermé les yeux sur le massacre des Algériens sous ses fenêtres. » L'accusation est l'aboutissement d'un long processus où la confusion, due souvent à l'ignorance mais aussi parfois sciemment entretenue, n'a pas joué un mince rôle. Il suffit de prendre connaissance de la collection du journal pour vérifier que *l'Humanité* n'a pas fermé les yeux. Y a-t-il eu cependant « problème »? Oui, indéniablement, mais pas comme le présente un anticommunisme de mauvaise foi. Alain Dewerpe dresse un long inventaire de la « panoplie » de l'action publique communiste mais, ajoute-t-il, « avec les deux exceptions notables de la manifestation centrale et de la grève générale ». Il relate, dans le même esprit, un trou de vingt ans dans « l'activation » par le PCF de la mémoire du 17 oc-



La foule aux obsèques des victimes de la manifestation de Charonne à Paris le 13 février 1962.

tobre, ensuite constamment rattrapé.

La thèse de l'occultation délibérée du 17 octobre s'est construite sur l'inégalité des mémoires. C'est la grandeur entretenue des martyrs de Charonne qui serait responsable de l'occultation du massacre des

Une guerre qui a honteusement d'abord massacré en Algérie puis en France.

Algériens. Est-il impossible de faire la part des choses? Qu'on ait ressenti en France différemment Charonne et le 17 octobre est évident. Le 17 octobre est aussi tragique, pour ne pas dire plus tragique, que Charonne. Mais la France, son peuple ne se reconnaissent pas à la même hauteur dans la manifestation algérienne

répondant à l'appel du FLN qui combat pour l'indépendance de l'Algérie, et qui vient de porter la guerre en métropole. S'il y a un reproche qui peut être fait au Parti communiste, en n'oubliant pas le contexte, c'est de ne pas s'être montré capable de relever ce défi des « étrangers et nos frères pourtant ». La manifestation n'était pas la sienne, mais les morts, venus des usines et des bidonvilles, étaient les siens. Le livre d'Alain Dewerpe a un autre mérite. Il recadre la polémique avec le Parti communiste dans l'occultation officielle et médiatique qui a frappé à la fois et Charonne et le 17 octobre. Charonne, contrairement à ce que certains prétendent, n'a pas du tout été glorifié dans l'espace public. Sans les militants du mouvement ouvrier, il serait depuis longtemps tombé dans l'oubli.

Le temps a passé. Le 8 février 2006, dans une salle, à

Paris, de la mairie du 11^e arrondissement, deux historiens confrontaient leurs points de vue: Jean-Luc Einaudi, historien de référence du 17 octobre, et Alain Dewerpe, pour Charonne. La raison était revenue: les morts du 17 octobre et ceux du 8 février sont les victimes d'un même préfet, Maurice Papon; d'un même ministre, Roger Frey; d'un même chef d'État, le général de Gaulle. Et d'une même guerre qui a honteusement d'abord massacré en Algérie puis jusqu'en France. Une militante du 8 février 1962, présente le 8 février 2006 aux côtés de ceux du 17 octobre, a eu ces mots: « *Les morts nous aident, longtemps après ils font encore œuvre pédagogique.* »

CHARLES SILVESTRE

(1) Gallimard, collection « Folio histoire ».

Nanterre, un colloque pour comprendre

Historiens et témoins ont participé à des débats dans la « capitale algérienne de l'exil ».

Beau succès pour le colloque organisé samedi par la mairie de Nanterre et plusieurs associations locales sur le thème « Une mobilisation algérienne: Nanterre et le 17 octobre 1961 » (1). La Maison de la musique, cadre de l'initiative, a vu intervenir de nombreuses personnalités, historiens et témoins, parmi lesquelles l'avocate Nicole Rein, qui fut membre du collectif des avocats du FLN, et Jean-Luc Einaudi, l'auteur de *la Bataille de Paris*, ouvrage décisif dans la relance du travail de mémoire sur la répression policière de la manifestation du 17 octobre 1961 pour l'indépendance de l'Algérie.

En ouverture, le maire, Patrick Jarry, a souligné « l'apport des immigrations dans la construction de Nanterre ». Évoquant l'inauguration d'un « boulevard du 17 octobre 1961 », il a souligné l'importance « d'inscrire cette histoire dans les murs de (la) ville ». « *Capitale algérienne de l'exil* », selon la formule qu'utilisera le réalisateur et écrivain Medhi

Nanterre abritait l'un des plus gros bidonvilles de la région parisienne.

Lallaoui dans sa prise de parole très applaudie sur les enjeux de la mémoire du 17 octobre 1961, Nanterre abritait, jusqu'au milieu des années 1960, l'un des plus gros bidonvilles de la région parisienne. La plupart des manifestants du 17 octobre y vivaient. « *Personne ne venait à la rencontre de cette population. Nous n'avons rien compris à leur vécu, à leur culture* », a lancé, avec un esprit de révolte intact, Monique Hervo, engagée, à l'époque, auprès des habitants des bidonvilles dans le cadre du service civil international. L'analyse des méthodes de répression, le rôle du préfet de police Maurice Papon, l'attitude des partis de gauche, les liens entre les luttes politiques d'hier et celles d'aujourd'hui, tout cela fut au cœur des interventions de la journée, tant dans le public qu'à la tribune.

LAURENT EYRE

(1) Nous reviendrons en détail sur ces questionnements dans *l'Humanité* des débats du 21 octobre, qui donnera la parole à plusieurs participants au colloque.

«Aujourd'hui ce jour est devenu un hommage à l'immigration»

Historien, Benjamin Stora a beaucoup travaillé sur la mémoire. Il revient sur les étapes de la construction mémorielle du 17 octobre 1961 et sur ce que les commémorations représentent aujourd'hui.

ENTRETIEN



Bertrand Langlois

Face à l'une des répressions d'État les plus violentes liées à une manifestation de rue dans l'histoire moderne et en Europe occidentale,

comment expliquer le silence, voire le déni des autorités françaises ?

BENJAMIN STORA. L'habitude de tirer sur des Algériens avait été prise, tout du moins à Paris, au cours de deux manifestations précédant celle du 17 octobre 1961. Le 14 juillet 1953 où la police a ouvert le feu sur un cortège de militants nationalistes algériens du MTLD, et le 9 mars 1956, au cours d'une manifestation devant l'Assemblée nationale, dirigée contre le vote des pouvoirs spéciaux. Comme pour le 17 octobre 1961, tout cela est passé inaperçu, car c'est l'ensemble de la guerre d'Algérie qui a été, un temps, tenu sous le boisseau. Ce silence s'explique, entre autres, par la volonté de tourner la page de la guerre, celle de la crise du nationalisme français face au nationalisme algérien, du trouble, de la mauvaise conscience suscitée par l'abandon des harkis, de l'exode massif des pieds-noirs... Et puis, très vite, arrive mai 1968 et l'émergence d'une nouvelle génération politique, recouvrant la séquence guerre d'Algérie.

Comment expliquer qu'au tournant des années quatre-vingt, le 17 octobre 1961 devienne symbole d'une certaine « lutte

mémorielle » ? Peut-on alors parler de « réappropriation citoyenne » ?

BENJAMIN STORA. Les années quatre-vingt sont marquées par l'arrivée sur la scène politique, dans la bataille pour l'égalité des droits et contre le racisme, d'une nouvelle génération, ceux que l'on va appeler « les beurs ». C'est le réveil d'une mémoire portée par les enfants d'une immigration algérienne désireux de se réinscrire dans les combats politiques de leurs pères. En parallèle, entre 1983 et 1986, vont se succéder manifestations, édition d'ouvrages et sorties de films exhumant la mémoire du 17 octobre 1961. C'est un tournant mémoriel, adossé à cet événement pour faire réémerger l'ensemble de la mémoire de la guerre d'Algérie. Le rapport est très étroit entre les batailles politiques de l'époque et la nécessité de mettre à jour cette mémoire. Commence alors véritablement la « réappropriation citoyenne ». En 1992, au trentième anniversaire de l'indépendance, un nouveau seuil sera franchi, élargissant encore le champ de la mémoire.

Avec l'ouverture du procès Papon, en 1997, et en miroir au « syndrome de Vichy », est apparue dans l'opinion publique la notion de « syndrome algérien ». Quelle place y occupe la nuit du 17 octobre 1961 ?

BENJAMIN STORA. Au moment de l'ouverture du procès Papon, la mémoire du 17 octobre vient se raccrocher à celle de Vichy à travers le personnage de Papon. Toutes les batailles articulées en France autour de cette date s'inscrivent dans la



Elie Kagan/MHC-BDC

17 octobre 1961, Paris. Tout cela est passé inaperçu, car c'est l'ensemble de la guerre d'Algérie qui a été, un temps, tenu sous le boisseau.

question algérienne, elle-même placée au centre de l'examen postcolonial. Le 17 octobre quitte alors le monde de l'avant-garde militante et politique pour concerner la société dans son ensemble. Et c'est par ailleurs à cette époque, dans les années 2000, que le 17 octobre commence à être traité dans les manuels scolaires.

Aujourd'hui, cinquante ans plus tard, quel sens historique peut-on donner aux commémorations ?

BENJAMIN STORA. Il n'y a pas de consensus, pas d'unanimité sur les commémorations, portées essentiellement aujourd'hui par des municipalités de gauche. Cependant, leur ampleur correspond à l'aboutissement de toute une série de batailles politiques lancées il y a trente ans. Le 17 octobre, aujourd'hui, est quasiment devenu une journée d'hommage à l'immigration.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
MARION D'ALLARD

COMMÉMORATIONS

Déroulé des commémorations qui auront lieu tout au long de la journée du lundi 17 octobre 2011 en France.

11 heures : pose d'une plaque commémorative place Marguerite-Durand, pont de Clichy (côté Asnières), à Asnières-sur-Seine.

11 heures : cérémonie au pont d'Argenteuil.

11 heures : dépôt de gerbe à la passerelle de la Fraternité, à Aubervilliers (93)

12h15 : cérémonie du cinquantenaire par le maire de Paris devant la plaque apposée sur le pont Saint-Michel, en présence de l'ambassadeur d'Algérie et d'associations.

17h30 : sur l'esplanade de la Défense, pont de Neuilly, en présence des maires, des élus, des représentants algériens, des associations et des organisations politiques.

18 heures : rassemblement à Nîmes devant les grilles de l'ancienne entrée du palais de justice, boulevard de la Libération.

18 heures : rassemblement à Alès, à l'entrée du fort Vauban.

18 heures : manifestation organisée par le Collectif 17 octobre 1961-17 octobre 2011, 50^e anniversaire. Vérité et Justice (départ cinéma Rex, direction le pont Saint-Michel).

18h30 : inauguration de la place

du « 17 octobre 1961 », à l'angle de la rue du 19-Mars-1962 et de la rue Henri-Barbusse, à Gennevilliers.

18h30 : pose d'une plaque au pont de Bezons.

18h30 : pose d'une plaque sur le pont de Clichy, à Clichy-la-Garenne.

18h30 : inauguration de la place du « 17 octobre 1961 » et d'une plaque en hommage aux victimes à l'angle de la rue Lecoq et de la rue Henri-Barbusse, au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), suivie, à 19 heures, d'une création de danse hip-hop, intitulée les Disparus, par la compagnie No Mac.

19 heures : rassemblement et commémoration au pont Saint-Michel, à Paris.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Des harkis à Paris et Ratonnades à Paris, Paulette Péju, La Découverte, 2000 ; première édition, François Maspero, Paris, 1961. Meurtres pour mémoire, Didier Daeninckx, Gallimard, 1984.

Les Ratonnades d'octobre: un meurtre collectif à Paris en 1961, Michel Lévine, Jean-Claude Gawsewitch, Paris, 2011 (déjà édité par Ramsay en 1985).

« Ce jour qui n'ébranla pas Paris », dans Face à la raison d'État: un historien dans la guerre d'Algérie, Pierre Vidal-Naquet, La Découverte, Paris, 1989.

Les Manifestations de rue dans La guerre d'Algérie et les Français, Danièle Tartakowsky, Fayard, Paris, 1991.

La Bataille de Paris: 17 octobre 1961, Jean-Luc Einaudi, Le Seuil, Paris, 1991.

Octobre 1961, un massacre à Paris, Jean-Luc Einaudi, Arthème-Fayard, Paris, 2011.

Le Silence du fleuve: ce crime que nous n'avons toujours pas nommé, Bezons, Éditions Au nom de la mémoire, 1991.

Le 17 octobre 1961, un crime d'État à Paris, La Dispute, Paris, mai 2001 (avec la

collaboration de l'association 17 octobre 1961 contre l'oubli). Un recueil de témoignages, de documents et d'analyses, comprenant, notamment, des contributions de Benjamin Stora, Jean-Luc Einaudi, René Gallissot, Alain Brossat, Sidi Mohammed Barkat, Olivier Le Cour Grandmaison, Nicole Dreyfus.

Octobre 1961. Un massacre à Paris, Jean-Luc Einaudi, Fayard, 2001.

La Gangrène et l'Oubli, la mémoire de la guerre d'Algérie, Benjamin Stora, La Découverte, 2005.

Charonne, 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État, Alain Dewerpe, Gallimard, collection « Folio histoire », 2006.

Paris 1961. Les Algériens, la terreur d'État et la mémoire, Jim House, Neil MacMaster, Tallandier, 2008.

Scènes de la guerre d'Algérie en France. Automne 61, Jean-Luc Einaudi, Éditions du Cherche midi, 2009.

La Police parisienne et les Algériens (1944-1962), Emmanuel Blanchard, Nouveau Monde Éditions.